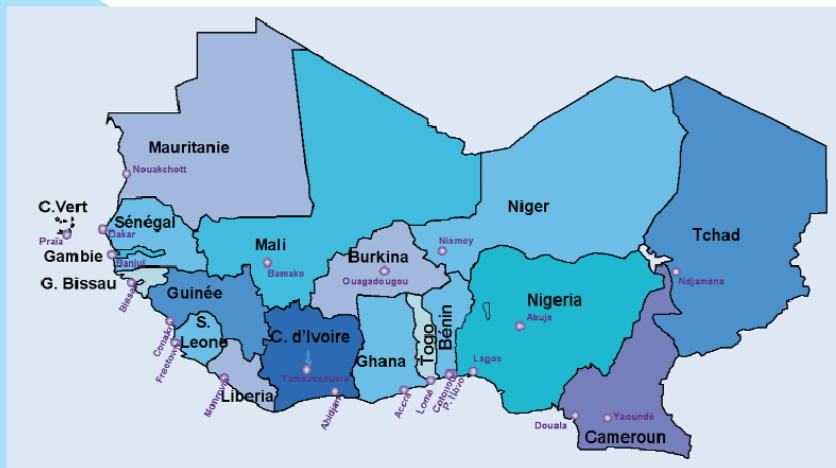


*Sécurité, développement et activités transfrontalières
dans les régions du Mali et du Burkina Faso
limitrophes de la Côte d'Ivoire*

Normand Lauzon

Directeur, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest



Septembre 2005/Or. fr.

Atelier de lancement d'une opération pilote de
coopération transfrontalière
Sikasso (Mali), 27-29 septembre 2005

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE
Le Seine Saint-Germain, 4 Boulevard des Iles
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX (France)
Adresse postale :
2, rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16
Tél: +33 (0) 1 45 24 89 87
Fax: +33 (0) 1 45 24 90 31
www.oecd.org/sah

Monsieur le Premier Ministre

Monsieur le Ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales du Mali

Monsieur le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation du Burkina Faso

Monsieur le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest

Monsieur le Secrétaire exécutif adjoint de la CEDEAO

Monsieur le Secrétaire exécutif du CILSS

Monsieur le représentant de la Commission de l'UEMOA

Monsieur le représentant du Partenariat pour le Développement Municipal

Monsieur le Maire

Mesdames et Messieurs les habitants de cette belle région frontalière

C'est solidairement avec la CEDEAO, les gouvernements du Mali et du Burkina Faso, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Partenariat pour le Développement Municipal, que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a préparé l'atelier qui nous rassemble aujourd'hui. J'adresse également de chaleureux remerciements au CILSS et à l'UEMOA qui ont bien voulu s'associer à cet événement et nous faire bénéficier de leur expérience.

Au cours des dernières semaines, nous avons ensemble travaillé dans un objectif à la fois simple et ambitieux : accompagner un dialogue concret fondé sur les réalités du terrain ; un dialogue privilégiant l'expression des acteurs directement concernés par les problèmes et favorisant la formulation de solutions issues de ces réalités et de ces acteurs.

Cette rencontre s'inscrit parfaitement dans la démarche du Club qui consiste à promouvoir des débats constructifs impliquant à la fois les représentants des gouvernements africains et de leurs organisations régionales, la société civile et le secteur privé pouvant conduire à des décisions innovantes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la région, pour construire un futur meilleur.

Permettez-moi avant de rentrer dans le vif du sujet de faire un petit rappel sur les origines du Club pour ceux qui ne seraient pas familiers avec nos activités. Au milieu des années 1970, dans le contexte de la grande sécheresse, quelques pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), organisation à laquelle le Club est rattaché, en partenariat avec des pays du Sahel, ont créé le Club des Amis du Sahel. L'objectif était d'établir un forum de concertation et de plaider en faveur de cette région. En 2001, notre conseil d'administration a décidé d'élargir le dialogue à l'ensemble des 15 pays membres de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo), ainsi qu'à la Mauritanie,

au Tchad et au Cameroun. D'où son appellation depuis 2001 de Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a développé une vision prospective de l'Ouest avec ses partenaires qui privilégie l'identification et la promotion des dynamiques de transformation, et de ceux et celles qui les portent. Nous pensons en effet que l'Afrique de l'Ouest ne doit pas être perçue comme une région en stagnation mais en mutation, capable d'adaptations et d'avancées profondes. L'Afrique de l'Ouest a connu au cours des dernières décennies des transformations profondes qui ont engendré des tensions politiques et sociales, mais également une ouverture et une reconfiguration de l'espace ouest-africain. Si nous sommes ici aujourd'hui c'est pour entamer un dialogue avec vous qui êtes à la fois les témoins et les acteurs de ces transformations au quotidien.

Laissez-moi vous dire que je suis heureux d'être parmi vous dans la capitale du Kéné Dougou au cœur de l'Afrique de l'Ouest. L'histoire a fait de Sikasso une ville sénoufo au même titre que ses villes sœurs de l'autre côté de la frontière. Mais ici également s'épanouissent les Dioulas, les Bambaras, les Malinkés, les Minyankas, les Sanogos, les Bobos, les Peuls, et tant d'autres. Sikasso est à la fois marquée par sa spécificité et par sa diversité. Elle est malienne et fière de l'être mais si proche du Burkina et de la Côte d'Ivoire que les habitants de ces deux pays y ont construit des quartiers.

L'horizon de ses habitants ne s'arrête pas à la frontière. Les pommes de terre sont commercialisées en Côte d'Ivoire et au Burkina ; et il est bien difficile de donner une nationalité aux mangues vendues sur les marchés et le bord des routes. Le bétail circule de part et d'autre des frontières. En cas d'urgence, les gens se dirigent naturellement vers le centre de santé le plus proche, même s'il se situe dans le pays voisin. Les agriculteurs cultivent parfois un champ dans le pays voisin. Les usines d'égrenage traitent du coton qui a parfois passé la frontière.

Tout cela se passe souvent de façon tout à fait informelle et dans la bonne entente. Pour autant, tout le monde s'accorde à dire que ces germes de coopération et de développement pourraient donner des fruits beaucoup plus nombreux et plus beaux si la coopération transfrontalière devenait une vraie politique et bénéficiait par conséquent d'un cadre favorable et de programmes d'appui.

Les problèmes ne s'arrêtent pas non plus à la frontière : trafics illicites, banditisme, etc. Là encore, il est juste de reconnaître qu'autorités publiques et associations de citoyens se concertent et agissent parfois de concert. Là encore, ces efforts mériteraient un cadre officiel plus favorable et des programmes d'appui.

Les potentiels et les problèmes que je viens rapidement d'évoquer sont d'abord d'essence locale car ils sont ressentis comme tel par les locaux, publics et privés qui les vivent au quotidien. Ils sont également régionaux car la géographie en a ainsi décidé.

Nous sommes donc ici dans la réalité locale de la problématique de la coopération et de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Comment la prise en compte de cette réalité peut-elle à la fois améliorer les conditions de vie localement et servir les ambitions plus globales de l'intégration régionale ?

Voilà, me semble-t-il, la question qui est au cœur de notre atelier.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest que j'ai le plaisir de représenter ici travaille depuis plusieurs années à faire avancer cette idée simple selon laquelle encourager la solidarité transfrontalière et mettre en œuvre des projets communs dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité, de la santé ou de la culture est une solution gagnante pour tout le monde :

- Gagnante pour les habitants des zones frontalières qui sont souvent les derniers et les plus mal servis en matière d'éducation, de santé et d'infrastructure.
- Gagnante pour la stabilité de la région car, si les zones frontalières sont très rarement les lieux où naissent les conflits et les crises, leurs conséquences s'y cristallisent souvent. A ce sujet, je voudrais dire mon admiration pour les innombrables initiatives que l'on pourrait qualifier « d'opérations de maintien de la paix » qui sont prises dans beaucoup de zones frontalières ouest-africaines par des associations de citoyens et même des collectivités locales, souvent sans aucune aide extérieure.
- Gagnante enfin pour les États et les organisations régionales qui ont, à travers la coopération transfrontalière, l'occasion de donner à la construction régionale un caractère concret et immédiat ; l'occasion donc de se rapprocher des populations, de faire de l'intégration régionale un enjeu partagé.

A travers l'examen des problèmes qui se posent ici à Sikasso, à Banfora et Bobo Dioulasso, à Ferké et Korhogo, nous aborderons l'enjeu capital de l'intégration régionale.

Nous savons tous qu'aucun pays de l'Afrique de l'Ouest, aussi grand soit-il, n'est suffisamment armé pour affronter seul la mondialisation de l'économie et des sociétés.

Cette vérité n'est d'ailleurs pas propre à l'Afrique. Les pays les plus riches de la planète consacrent depuis plusieurs décennies, beaucoup d'énergie et de moyens pour constituer de grands ensembles régionaux. L'Afrique de l'Ouest est condamnée à constituer à son tour une véritable entité régionale. Vous savez sans doute que les pays membres de la CEDEAO auxquels s'est jointe la Mauritanie, ont entamé des négociations avec l'Union Européenne pour constituer un marché unique ouest-africain et une zone de libre échange entre ce marché unique et le marché européen.

Mais, sans doute, aurais-je du employer un autre terme que celui de « condamné » pour parler des perspectives d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Cette région est, en effet, déjà très largement intégrée par ses populations. Sikasso en est un remarquable exemple.

Nous sommes ici pour vérifier qu'il est possible de faire avancer les grandes ambitions de l'intégration régionale en écoutant ce que les acteurs frontaliers ont à dire et à proposer.

C'est pourquoi, l'atelier a été conçu pour permettre aux acteurs locaux de s'exprimer et de dialoguer avec les acteurs nationaux et régionaux. **Je me permets d'insister sur ce point et suggère qu'à l'occasion de cette matinée d'introduction, nous, représentants de la communauté internationale, nous engageons à faire d'abord un travail attentif d'écoute.** C'est pourquoi je vais m'empresse de conclure cette intervention.

Auparavant, je voudrais dire que si le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a fait de cette démarche d'écoute la boussole de son action, cela ne doit pas pour autant nous inciter à la passivité. L'enjeu principal de l'atelier de Sikasso est de faire naître un processus de dialogue et d'actions concrètes qui doivent vivre et se développer au cours des prochains mois et des prochaines années.

Notre responsabilité est de veiller à ce que vous soyez accompagnés dans ce processus.

Je vous remercie.